

# Ce n'est pas avec des rustines qu'on va sauver l'Education Nationale

On disait qu'il n'y avait pas d'argent dans les caisses de l'Education Nationale.

Il y a deux ans on a annoncé que les heures attribuées pour faire de l'aide individualisée dans des matières autres que le Français et les Mathématiques dans les lycées ne seraient plus rémunérées.

Le ministère diminue la dotation horaire globale et les chefs d'établissements doivent jongler avec les heures qu'ils reçoivent. Les choix sont douloureux. Des classes sont supprimées, les effectifs augmentés, des dédoublements en langues non assurés, les élèves des séries générales mélangés parfois avec les élèves des séries technologiques pour des matières comme l'Allemand, et ainsi de suite.

Les classes étant souvent chargées en Seconde et un élève coûtant cher à l'Etat, on fait pression sur les chefs d'établissement pour qu'il y ait de moins en moins de redoublements en fin de Seconde. Si les conseils de classe jugent qu'un élève ne peut pas passer en Première, la commission d'appel se charge la plupart du temps de l'y envoyer.

Si les élèves redoublent la Seconde, on estime que les professeurs n'ont pas été à la hauteur. Si ces derniers se plaignent de la lourdeur des effectifs dans les classes de Première Technologique, on les culpabilise en leur rappelant que ce sont eux qui n'ont pas voulu les envoyer en Première Scientifique, Littéraire ou Economique et Sociale. En fait, pour alléger les classes de lère Technologique, il faudrait envoyer de plus en plus d'élèves presque illettrés, incultes et démotivés dans les séries générales.

En fin de Première c'est la famille qui décide si l'élève

passer en Terminale et les jurys de Baccalauréat se chargent d'augmenter la note de certains candidats pour éviter les épreuves de rattrapage ou le redoublement, sources de frais supplémentaires.

De plus les options facultatives (musique, dessin, danse, etc.) apportent des points supplémentaires qui permettent d'obtenir ce diplôme qui se dévalorise.

Comment faire comprendre aux élèves qu'il est nécessaire qu'ils fassent leurs devoirs et apprennent leurs leçons régulièrement et avec rigueur quand ils voient que leurs frères et copains aussi dilettantes et paresseux qu'eux deviennent bacheliers ?

La situation dans les collèges est souvent catastrophique.

Il y a de plus en plus d'élèves en grande difficulté et de plus en plus d'indiscipline.

Je connais un collège dont les effectifs diminuent. De plus en plus de parents décident d'inscrire leurs enfants dans le privé. Le principal a reçu un ultimatum : soit il fait en sorte que les effectifs grimpent, soit son établissement risque la fermeture définitive.

Les collégiens en grande difficulté, qui ne sont visiblement pas faits pour les études longues et l'abstraction, pourraient être admis dans des lycées professionnels. En réalité leur dossier n'est pas suffisamment bon pour qu'ils puissent y accéder.

Il existe peu de lycées professionnels. Et pour cause. A quoi bon délivrer des CAP ou des BEP à des jeunes qui ne pourront rien en faire puisqu'à leur place les employeurs qui ne délocalisent pas préfèrent embaucher des étrangers clandestins, moins rémunérés, taillables et corvéables à merci ?

Que font les collégiens qui ne peuvent pas aller au lycée professionnel parce que leurs résultats sont trop faibles ? Paradoxalement ils vont au lycée général et technologique. Là ils rencontrent forcément d'énormes difficultés. Ils ne parviennent pas à combler leurs lacunes. Ils n'arrivent pas à s'intéresser, se motiver et s'accrocher dans des classes

souvent chargées, parfois très hétérogènes, où l'esprit d'émulation est vite étouffé, où la participation des uns est considérée comme vanité et flatterie et souvent découragée par des remarques ou des bruits déplaisants.

Ils parviennent quand même dans la quasi-totalité des cas à la classe de lère.

Que propose de nouveau le Ministère de l'Education Nationale pour pallier leurs lacunes et difficultés ? Des heures de soutien/aide individualisée.

En effet 32 lycées pilotes qui ne sont pas forcément « en difficulté », mais qui « rencontrent des difficultés » ont été choisis pour mettre en place un dispositif d'aide aux élèves de lère et Terminale en difficulté. Des élèves volontaires seraient réunis en groupes de dix et recevraient de l'aide dans les matières dites principales (Français, Mathématiques et Langues) dès le 18 août prochain, ou éventuellement le 25 août. Des professeurs volontaires (rémunérés en Heures Supplémentaires), des étudiants en Master 2 ou 1 et éventuellement des vacataires d'origine étrangère (anglophones, par exemple) seraient là une ou deux semaines avant la rentrée, pendant l'année scolaire en fin de journée et pendant les petites vacances pour aider les élèves en difficulté.

On nous avait dit que les coupes sombres étaient dues au manque d'argent dans les caisses de l'Education Nationale.

On nous a dit que l'année de stage pour les nouveaux professeurs certifiés ou agrégés va disparaître. Jusqu'à présent un étudiant qui était reçu au CAPES ou à l'Agrégation était nommé professeur stagiaire dans un collège ou un lycée. Il assurait six heures de cours. Il était suivi par un professeur tuteur. Il assistait aux cours de son tuteur et à la formation assurée par l'IUFM, autrefois par le CPR. Bref, il apprenait le métier de professeur. A présent, il devra assurer les 18 ou 15 heures de cours minimum comme n'importe quel autre enseignant, sans être guidé et conseillé par qui que ce soit. Les IUFM et les tuteurs coûtent cher. Il vaut mieux dépenser de l'argent pour l'aide individualisée. Cela

donne l'impression aux parents que l'on sait s'occuper de leurs enfants correctement !

Un étudiant en Master 2 aura-t-il la possibilité d'assurer 17 heures et demie dans un lycée en tant qu'assistant pédagogique ? La préparation du Master n'est-elle pas prioritaire pour lui ? N'ayant pas d'expérience dans le domaine de la pédagogie, sera-t-il capable d'aider les jeunes à progresser ? Peut-on faire progresser des élèves qui ont trop de lacunes ? Peut-on donner aux élèves le goût de la culture, de l'expression soignée, de l'effort avec quelques heures d'aide individualisée ?

Ne vont-ils pas se sentir de plus en plus assistés ? Ne vont-ils pas se dispenser de fournir les efforts personnels à la maison pour réfléchir, apprendre, lire et se cultiver sous prétexte qu'ils auront de plus en plus de temps à passer au lycée et que l'aide des assistants pédagogiques et des professeurs pendant le soutien suffit largement ?

Et que prévoit-on pour les élèves qui ne sont pas en difficulté, qui sont pénalisés par la présence d'une masse d'élèves en difficulté ou indolents qui ralentissent le rythme des cours et rendent impossible toute envolée vers la Culture et la Réflexion ?

Tout est fait pour faciliter les tâches des élèves. Les professeurs de Langues ont comme consigne d'éviter l'étude de la grammaire, de ne pas interrompre un élève pour le corriger, car cela le frustre et l'inhibe. Il faut laisser l'élève produire des sons. Peu importe le sens, la correction lexicale ou grammaticale. L'important c'est qu'il s'exprime (sic). Il ne faut pas que le professeur lise de petits passages ou de petits textes devant la classe car ce n'est pas naturel. Dans la rue on ne lit pas. Il faut qu'une classe ressemble à la rue.

Mais que fait-on dans une rue ? On ne fait que passer. La rue n'est pas un lieu de savoir, de culture, d'instruction, d'élévation ! Ce n'est pas dans la rue qu'on apprend à s'exprimer, à enrichir son bagage de connaissances !

On peut aider ponctuellement un élève en difficulté en

Mathématiques, en Français ou en Langues, mais cela ne résout pas les problèmes de l'Education Nationale, liés à des choix budgétaires, à des choix politiques et économiques et à des phénomènes sociaux non négligeables (arrivée massive d'enfants et adolescents ne parlant pas français ; augmentation du nombre d'enfants vivant dans la précarité, dans des familles nombreuses, sans repères, sans modèles ; accoutumance à l'assistance ; abrutissement général dû aux technologies modernes mal utilisées ; manque de motivation dû au taux de chômage, etc.).

Quand aura-t-on le courage de résoudre les problèmes en amont, au lieu de prescrire des rustines ?

**Stanislas Muller**